



HAL
open science

Sous les terrils, la plaine (paysages à découvert)

Ehrmann Sabine

► **To cite this version:**

Ehrmann Sabine. Sous les terrils, la plaine (paysages à découvert). Cahiers thématiques, 2010, pp.51-63. hal-04244709

HAL Id: hal-04244709

<https://hal.science/hal-04244709>

Submitted on 15 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Sous les terrils, la plaine (paysages à découvert)

Sabine Ehrmann

« L'escouade du labeur gît au rendez-vous mais vaincue. Ils ont trouvé, l'un après l'autre qui la forment, ici affalée en l'herbe, l'élan à peine, chancelant tous comme sous un projectile, d'arriver et tomber à cet étroit champ de bataille : quel sommeil de corps contre la motte sourde.

Ainsi vais-je librement admirer et songer.

Non, ma vue ne peut, de l'ouverture où je m'accoude, s'échapper dans la direction de l'horizon, sans que quelque chose de moi n'enjambe, indûment, avec manque d'égard et de convenance à mon tour, cette jonchée d'un fléau ; dont en ma qualité, je dois comprendre le mystère et juger le devoir... »

Mallarmé, *Conflit* (1895)

Nous avons vu les visages hagards de ceux regardant leur barre se faire dynamiter, si étrangement semblables à ceux assistant à la fermeture de la mine, à l'arrêt des machines, à l'arrachage des pieds de vigne... Et si nous ne les avons pas vus, quelque chose en nous nous les laisse supposer aussi fermement que nous suspectons la liesse des « libérés » par les bombes. Disons-le d'emblée, l'enjeu pour nous d'une réflexion sur la reconversion se tient là : ne pas tenir cette hébétude pour dommageable, la tenir pour le symptôme de l'inacceptable. Ne pas se résoudre à ce coup-là, ne pas le faire passer en douce.

Trois contextes théoriques de reconversion seront ici abordés : la reconversion au sein des territoires, la reconversion des espaces désinvestis et la reconversion des espaces inqualifiés. Chacun de ces contextes nous invite à considérer différemment les enjeux de la reconversion pour l'économie psychique du sujet, que celui-ci soit entendu comme individuel ou collectif. Il ne sera pas d'abord question d'espace mais de temps, du délai nécessaire pour que ce qui change soit aussi ce qui passe. Il ne sera pas d'abord question de formes mais de gestes, de la conduite nécessaire pour que la reconversion soit l'occasion d'une émancipation et non d'un nouvel abrutissement.

Reconversion au sein des territoires : traduire

Qu'est-ce à dire, à proprement parler, reconvertir ? Convertir, idéalement cela signifie tourner vers autre chose, changer l'axe de perspective. Au risque d'azimuter (vertige de l'excès d'horizon), la reconversion suppose qu'un territoire donné est potentiellement générateur d'une multiplicité de perspectives de développement. La question est alors d'ordre stratégique. Il s'agit d'anticiper les perspectives promises à la dévaluation et celles promises au développement et de trouver les moments et les moyens du bon investissement. Il s'agit de changer de monnaie en assurant la valeur du capital, voire si possible en l'augmentant par le change. La reconversion au sein des territoires suppose cela *au moins* : la conservation d'un capital. Cet enjeu réclame en premier lieu les savoirs de l'expert économique, du démographe ou du sociologue, lesquels n'intègrent pas for-

cément la « valeur paysage » dans le calcul du capital ou des plus-values. Dans ce contexte, c'est-à-dire dans les cas où ces savoirs sont possibles et assumés, la reconversion sollicite des (a)ménageurs les talents du traducteur et de l'interprète. Il s'agit pour eux de prendre en charge proprement un travail de *version* par lequel le territoire va pouvoir être *exprimé* dans un nouveau style et une nouvelle grammaire. Le talent du traducteur s'exprimera par sa capacité à garantir la stabilité du « territoire » comme signifié. La virtuosité de l'interprète en garantira quant à elle la teneur expressive. L'enjeu de la reconversion s'épuise ici dans la configuration d'un nouvel univers de signes et de signifiants. Il s'agit pour les (a)ménageurs d'offrir les moyens adaptés d'identification et de communication d'un nouveau statut ou d'un nouveau contexte, lesquels ne supposent pas une nouvelle existence ni de nouvelles valeurs.

Situation « idéale », car la reconversion est alors à l'œuvre au sein même du territoire, c'est-à-dire, selon la définition que j'en retiens, au sein d'un espace capitalisé et patrimonialisé dont l'ensemble des acteurs partagent la charge à des degrés divers. Situation « idéale », où la reconversion ne concurrence pas la logique du territoire – à savoir celle de l'héritage et du legs, de la transmission et de la reproduction – mais tout au contraire y adjoint ses compétences.

« Elles [les stratégies de reproduction] dépendent de la relation qui s'établit à chaque moment entre le patrimoine des différents groupes et les différents instruments de reproduction et qui définit la transmissibilité du patrimoine en fixant les conditions de sa transmission, c'est-à-dire le rendement différentiel que les différents instruments de reproduction sont en mesure d'offrir aux investissements de chaque classe ou fraction de classe. »

Pierre Bourdieu, *La Distinction, critique sociale du jugement*, 1979¹

Rendement et investissement, ces deux termes concernent l'économie psychique aussi bien que financière. Ce que j'entends par reconversion « au sein du territoire », c'est cette possibilité, aujourd'hui de plus en plus rare, de faire tenir l'acte de reconversion *au sein* de cette économie psychique qui lie investissement et rendement social, laquelle gouverne (ou gouvernait) selon moi la notion de travail. Cette économie ne distingue pas reconversion et reproduction. Pour elle, le changement de nature de l'investissement *peut* se traduire, souvent au moyen de la transmission trans-générationnelle, en changement de forme de capital sans *attenter* à ce dernier (reconversion du capital économique en capital scolaire par exemple). Certes, cela commande des changements de *styles*, de *marquages*, de *signes extérieurs* dont le paysage peut être porteur et/ou témoin, mais ne remet pas en cause la logique du territoire. La reconversion en ce contexte n'est jamais qu'un changement de style dans les modes d'investissement, d'appropriation et de conservation d'un capital, fût-il paysager, et ne porte pas atteinte à l'ordre qui veut que

tout fils, même devenu père, demeure un légataire ; logique de reproduction dont le territoire est le nécessaire berceau. En ce cas, il n'y a pas de violence, seulement éventuellement une épreuve à passer.

Reconversion des espaces désinvestis : faire deuil

Cadre « idéal » de reconversion, disais-je, car le terme de reconversion recouvre aujourd'hui d'autres réalités, non plus exactement de changement de perspective mais d'absence de perspective. Non plus seulement de dévaluation ou de réévaluation des perspectives mais de déqualification des espaces et de déclassement social ; lesquels ne sont plus imputables à la qualité des lieux ni aux limites de la personne, mais à une panne de la logique qui lie l'investissement au rendement. De l'investissement il y en a encore et du rendement aussi, mais le rapport entre l'un et l'autre n'est plus stable ou pour mieux dire n'est plus suffisant. Un recouvrement général opère le remplacement simultané du travail par l'emploi, de l'investissement par la spéculation, de la stratégie par la ruse et de l'évaluation par la concurrence. Dans ce nouveau contexte, le rapport dominant n'est pas celui qui lie l'« investir » au rendement, mais celui qui lie le « miser » à la plus-value. Ce modèle économique, qui se soucie fort peu de faire de l'investissement le moyen de maintenir et renouveler la force de travail, affecte l'investissement aussi bien privé que public. Il tient le capital pour abstrait et volatil, indépendant des lieux et des personnes. Cette version de l'investissement va de l'argent à l'argent sans plus se soucier de s'incarner nulle part. En réduisant l'investissement au financement, il exclut de l'idée même d'investissement tout apport physique, moral, affectif et productif des personnes.

Si je me permets de broser sans trop de nuance ces généralités sur le « nouvel » ordre économique, c'est pour faire apercevoir que le désinvestissement des espaces commence en réalité bien avant leur faillite. L'arrêt de l'extraction minière, l'extinction des hauts fourneaux, la délocali-

1- Bourdieu (Pierre), *La Distinction, critique sociale du jugement*, coll. Le sens commun, Éditions de Minuit, Paris 1979, p. 145.

sation des centres de production, etc., ne font qu'achever un dynamitage de l'idée de territoire déjà contenue dans le remplacement de l'investissement par le financement. Car il ne s'agit pas ici de dévalorisation. Nous sommes sortis d'une logique de l'exploitation qui attribue une valeur à la qualité des lieux et aux compétences des personnes. La déterritorialisation de la production et des échanges rompt le lien entre le capital et l'espace. Elle attend à la définition du territoire précédemment citée qui lie le lieu, le capital et le patrimoine.

L'espace n'a plus rien à rendre. Il n'y a plus même l'objet d'une dette. Face aux conséquences sociales, affectives, matérielles des déqualifications, il y aurait écueil à s'évertuer à inscrire ici d'emblée de la reconversion. D'héritage possible, de capital à transmettre, en ces lieux il n'y en a plus et cela nous force à la maturité. Il ne s'agit plus seulement de se convertir *de* nouveau en restant les fils de nos pères, mais de se convertir *à* nouveau, je dirais volontiers *au* nouveau. Ce nouveau, cela peut être un paysage. Convertir un territoire en paysage, ce n'est pas reconvertir au sein d'une idée indemne du territoire. Le travail est tout autre et ne peut se satisfaire d'une simple traduction. Traduire ce serait ici, au sens strict du mot, *per-vertir*. Le travail n'est alors pas de ré-investir symboliquement, affectivement ni économiquement l'espace. Il est tout au contraire de donner chance à cette désaffection d'être l'occasion d'un passage de la logique de l'héritage à une logique de l'adoption. Pour cela, il s'agit d'assumer la blessure, le désinvestissement et la déqualification de l'espace. Il s'agit de faire le deuil.

Le deuil entretient une relation étroite avec le paysage tel que je le comprends. Le deuil, ce n'est pas la table rase. Ce n'est ni l'oubli ni la sacralisation. C'est le moment où l'être est forcé à perdre ce qu'il aime pour pouvoir aimer ce qui est perdu. Pour le dire autrement, c'est le moment où le désir est émancipé de son objet. Peut-être certains ont-ils dans leur histoire souvenir de cette manière dont l'espace se découvre par le vide que crée la perte soudaine de quelque chose ou de quelqu'un en son sein, souvenir de la manière dont l'espace – ses dimensions, ses qualités, sa résonance – dépourvu pour un instant de son sens et de ses fonctions habituelles acquiert une matérialité et une présence d'ordinaire ignorées. C'est ce territoire en un sens précis « désaffecté » ou « désinvesti » que je nomme paysage. Le paysage est cet espace désorienté, qui n'a rien de réconfortant ni de familier – *unheimlich* disait Freud –, qui ne se présente plus comme le séjour d'une habitation ou d'une activité. C'est ce « grand air » auquel il faudrait savoir faire face, qui nous vient au coin d'une perte, d'une joie ou d'un bois.

Faire face, voilà ce que pourrait être, d'abord, l'enjeu de la « reconversion » ici. Cela suppose de ne pas faire de l'aménagement paysager le paravent du manque de perspective ni le moyen d'une patrimonialisation du désastre. Il ne s'agit pas de ménager, voire de laisser se complaire, des mémoires meurtries dont on ne s'est pas doté des moyens d'ac-

I. Méthodes, situations et acteurs, quelques problématiques actuelles

compagner le deuil. Ces manières parfois d'user de l'aménagement paysager pour mettre en scène le traumatisme en exaltant les avatars du passé ne sont pas seulement inutiles, elles font obstacle à leur façon à la possible maturité des acteurs du drame. Elles signent le « c'est fini » en faisant perdurer. Elles ne prennent pas en charge le traumatisme mais monumentalisent la mauvaise conscience. Certes, des monuments à notre passé ouvrier il en faut. « Nous avons besoin de l'histoire, mais nous en avons besoin autrement que n'en a besoin l'oisif dans le jardin du savoir. »² Car qu'on ne s'y trompe pas, le passé ouvrier n'est pas le passé industriel. Nous n'avons pas inventé la manière de monumentaliser les vaincus, nous savons tout au plus rendre hommage aux victimes. Ce n'est pas la mémoire ouvrière, la mémoire minière que l'on glorifie ainsi, c'est encore la puissance d'exploiter les ressources et le pouvoir industriel d'organiser le travail qui, eux, ne sont pas déclassés et savent se reconvertir ailleurs.

« Articuler historiquement le passé ne signifie pas le connaître "tel qu'il a été effectivement" mais bien plutôt devenir maître d'un souvenir tel qu'il brille à l'instant du péril. Au matérialisme historique il appartient de retenir fermement une image du passé telle qu'elle s'impose, sans qu'il le sache, au sujet historique à l'instant du péril. Le péril menace tout aussi bien la tradition que ceux qui la reçoivent. Pour elle comme pour eux, il consiste à les livrer comme instruments, à la classe dominante. »

Benjamin, *Thèses sur la philosophie de l'histoire*, 1940³

Il faut ici avoir lu le contexte pour comprendre à quel point se joue entre les deux premières phrases une concurrence entre deux manières de faire de l'histoire : celle qui « articule » des éléments du passé pour en « devenir maître » et celle qui « retient une image du passé telle qu'elle s'impose [...] à l'instant du péril ». Autrement dit, l'histoire des monuments contre celle des reliques, celle des souvenirs « brillants » et celle des traumatismes obscurs, celle des « ouvrages spécialement destinés à perpétuer le souvenir »⁴ et celle qui s'agrège entre « les restes et les débris »⁵.

2- Nietzsche (F.), « De l'utilité et de l'inconvénient des études historiques pour la vie », *Seconde considération intempestive*, 1874, Paris, Flammarion, 1998.

3- Benjamin (W.), in *Écrits Français*, Paris, Gallimard, 1972, § VI.

4- Entrée « Monument », Le Robert.

5- Entrée « Relique », Le Robert.

Face aux tabliers du bassin minier, la différence est maigre et on se laisserait tromper par ces monuments ready-made. Certes, ils sont en reste, de même les terrils, mais ils ne s'imposent pas *sans qu'on le sache à l'instant du péril*. Ce qui s'impose sans qu'on le sache, et qui vaut pour mémoire de ce qui est fini, c'est peut-être pour l'ouvrier l'établi toujours relégué⁶, peut-être pour le mineur est-ce la lampe, relique privée, léguée parfois, légalable en tous les cas à la différence des tabliers. Mais c'est plus certainement *cette* odeur à l'entrée, *cette* poussière collée aux paupières, *cette* lumière perçant là les matins d'hiver ou *cette* température. Aucune politique – je ne dis pas aucun projet – n'est en mesure de prendre en charge cette mémoire-là, ni n'est fondée à y prétendre. La relique a cela de juste qu'elle est un reste et non un fantôme, le reste de quelque chose de passé et attestant de ce passé, non une survivance. De l'ordre de l'index et non du symbole, son éloquence ne s'impose pas à tous mais se découvre dans le partage d'une mémoire non abstraite et non commune. La relique pour faire mémoire a besoin des témoins. À cela, demander ou solliciter le témoignage, un projet peut donner lieu en prenant garde à ne pas monumentaliser le témoignage lui-même.

On l'aura peut-être compris, c'est d'un paysage qui fait concurrence à la logique du patrimoine industriel, tel qu'on se le figure d'ordinaire, que je parle ici, d'un paysage qui ferait front à l'arrogance d'une mainmise sur l'histoire et s'émanciperait de son héritage bourgeois. Que faisons-nous d'autre que de mirer à loisir et à distance l'espace du travail en patrimonialisant aujourd'hui les gisants industriels comme nous regardions hier les champs depuis les fenêtres des villas⁷? Cette manière de mise à distance, à laquelle on a parfois attribué le nom d'art, change d'objet mais pas de méthode. Il s'agit encore de vider l'espace de son *aisthesis*, ce goût profane des sens, pour le livrer comme objet du « bon » goût et du jugement esthétique, passant ainsi outre le « goût de nécessité », comme le nommait Pierre Bourdieu⁸, de ceux auxquels ce que nous voulons « paysage » est environnement de travail et de vie. Le « goût de nécessité » n'est pas enclin à déclarer le paysage beau (mot au demeurant parfois absent des patois régionaux), il le nommera – il l'aurait nommé – brave ou bon. Cette bravoure ou cette bonté du paysage, c'est une manière de signifier un attachement ni distant ni désintéressé à l'espace, un attachement affecté et affectif qui exclut tout recours au Sublime, et que nous nous sommes interdit depuis Kant de confondre avec le jugement esthétique.

La bravoure n'est pas la qualité du paysage qui se regarde à distance, mais de celui qui tient sous la main et le pied. C'est la beauté possible du territoire aux heures de repos. Cette « beauté », il arrive qu'elle échappe des mains et se dérobe sous les pieds. Ne pas passer outre cet attachement et aider à en faire le deuil, voilà de quoi devrait être capable l'œuvre du paysagiste au nom de la reconversion des espaces désinvestis. Cela commande, à mon sens, une délicatesse de travail peu ordinaire qui doit frayer entre des conduites qui, accompagnant la désaffection de l'espace, prennent garde à ne pas l'af-

I. Méthodes, situations et acteurs, quelques problématiques actuelles

fecter en retour d'une valeur exogène, notamment esthétisante. Faire paysage, c'est alors surtout donner du temps, donner du temps pour que le territoire se défasse, pour remettre entre les mains de ceux qui l'ont fait le pouvoir de le défaire, pour le laisser être recouvert par un cycle, un rythme, une poussée qui n'ont plus rien d'économique, pour le ramassage des reliques. La question à partager n'est pas « qu'est-ce qu'on fait ? » mais « que voulez-vous garder ? », « que voulez-vous garder *pour* vous ? » Ce paysage ne vient pas répondre à ce que deviendra l'espace, à son réinvestissement possible, il négocie le délai nécessaire au deuil. Il prend en charge une patience, offre un silence pour que l'*acedia*, cette tristesse qui rend muet⁹, fasse place aux dépôts des témoins. Il fait jouer le rite contre le monument. C'est un espace de résistance à la voracité des promoteurs, à la brutalité des expertises, à la démagogie des prometteurs. Il négocie une marge, un délai avec l'urgence ou le semblant d'urgence, argument « naturel » de tous les ratages en matière d'aménagement. Il déploie franchement l'absence de perspective. Il s'agit, me semble-t-il, et dans tous les sens du terme, *d'investir le moins possible*. Le recouvrement du territoire par un tel paysage ne saurait être que provisoire. Paysage passer pour des lendemains qui chantent autre chose que la gloire passée. Être en paysage, c'est alors tout autre chose que se tenir à la fenêtre dans l'attente passive d'un dessein nouveau. C'est au contraire réussir à se tenir aux vents, dans un espace que nous n'avons plus entre les mains, que nous ne tenons plus sous le regard, qui ne nous indique plus de raison d'agir, qui nous expulse et nous libère de nos propriétés. Il y aurait leçon à prendre auprès des marins...

Disant tout cela, qu'on sache que je parle contre mon goût de photographe féru d'esthétique industrielle. Mais de l'histoire qui s'inscrit devant l'objectif, je n'ai pas, moi, à faire le deuil. Je pense ici, en dehors du viseur, refusant « que quelque chose de moi n'enjambe, indûment, avec manque d'égard et de convenance à mon tour, cette jonchée d'un fléau ».

6- Cf. *L'Établi*, Robert Linhart, Paris, Éditions de Minuit, 1978.

7- « Qu'aucune loge de Gala ne soit d'un prix aussi exorbitant que le billet d'entrée pour la nature au grand air de Dieu, que même celle-ci, dont nous avons pourtant appris qu'elle s'offre si volontiers aux vagabonds et aux mendiants, aux va-nu-pieds et aux chemineaux, conserve son visage le plus réconfortant, le plus serein et le plus pur pour le riche, quand elle pénètre par de grandes fenêtres basses dans ses salles fraîches et ombreuses – c'est l'impitoyable vérité qu'enseigne la villa italienne à celui qui franchit pour la première fois ses portes pour jeter un regard sur la mer et la montagne, à côté desquelles ce qu'il a vu pâlit comme l'image Kodak à côté de l'œuvre d'un Léonard. Oui, le paysage est accroché pour lui dans le cadre de la fenêtre, seulement pour lui, Dieu l'a signé de la main du maître. » Benjamin (W), « La pauvreté en a toujours pour ses frais », in *Images de pensées*, Bourgeois, Paris, 2001.

8- « Il [le goût] fait accéder les différences inscrites dans l'ordre physique des corps, à l'ordre symbolique des distinctions signifiantes. [...] ce système de classement qui est le produit de l'incorporation de la structure de l'espace social telle qu'elle s'impose à travers l'expérience d'une position déterminée dans cet espace est, dans les limites des possibilités et des impossibilités économiques, le principe de pratiques ajustées aux régularités inhérentes à une condition ; il opère continûment la transfiguration des nécessités en stratégies, des contraintes en préférences, et engendre, en dehors de toute détermination mécanique, l'ensemble des "choix" constitutifs de style de vie classés et classants qui tiennent leur sens, c'est-à-dire leur valeur, de leur position dans un système d'opposition et de corrélations. Il [le goût] est ce qui fait que l'on a ce que l'on aime parce qu'on aime ce que l'on a... » « [Passer outre ce goût] soit qu'on l'abolisse purement et simplement, faisant de la pratique un produit direct de la nécessité économique et ignorant que la nécessité ne peut s'accomplir, la plupart du temps, que parce que les agents sont inclinés à l'accomplir, parce qu'ils ont le goût de ce à quoi ils sont de toute façon condamnés. Soit qu'on en fasse un goût de liberté, oubliant les conditionnements dont il est le produit et qu'on le réduise ainsi à une préférence pathologique ou morbide pour les choses de (première) nécessité, une sorte d'indigence congénitale, prétexte à un racisme de classe... » Bourdieu (Pierre), *op. cit.*, p. 194, 195 et 199.

9- Saint Thomas, *Summa theologica*, 1^e II^e, qu. 35, art. 8.

Reconversion des espaces « inqualifiés » : entendre

Reconversion du territoire en territoire, reconversion du territoire en paysage... reconversion du paysage en paysage? Je ne parlerai pas ici de nos forêts profondes ni des orées du grand large. Je voudrais maintenant, au titre du paysage, parler de la banlieue. À ce que nous continuons à nous autoriser d'appeler banlieue, passant outre le poids et la violence du mot. Car des espaces désinvestis et inappropriables, il en est d'origine et qui demeurent « sans histoire ». Il n'est pas que des usines et des mines offertes aux grands vents de la désaffection. Il est aussi des « cités de la plaine »¹⁰. Il est des espaces qui n'ont jamais connu le giron du territoire et qui, en leur essence même, étaient d'emblée dénués – j'irai jusqu'à dire exclus – des capitaux et des héritages. Éternellement tenue au bord ou en marge du territoire, la banlieue est sujette, est soumise sempiternellement aux « reconversions » sans avoir jamais connu de valeur propre. La banlieue est à ce titre, et selon la définition que j'en propose, un paysage originaire. Mais c'est un paysage à couvrir, qu'il s'agirait proprement de dé-couvrir et d'émanciper du joug du territoire.

La banlieue n'est pas seulement l'espace périphérique qui se tient « dans le voisinage » d'une ville, mais bien cet espace qui se tient « sous la dépendance d'une ville »¹¹, si ce n'est sous sa loi du moins sous son contrôle et sous le coup de son évaluation. La banlieue est un espace non affranchi, distingué des *Villefranche* périphériques qui n'entrent pas sous le coup du signifiant « banlieue » lorsqu'on parle du « problème des banlieues ». Désignant ainsi des lieux de vie, nous reconduisons d'un seul mot leur exclusion, leur servitude et leur dépendance (j'insiste sur ce dernier mot) à l'égard du territoire. Certes, il ne s'agit plus de soumettre au droit de fief. Mais tout cela n'est pas passé, ni dans le langage ni dans les actes. Je ne vois rien d'autre pour ma part dans les décisions péremptives de démolition de grands ensembles, dans la glose des plans de rénovation urbaine qui se succèdent, dans les discours qui statuent des bonnes et des mauvaises conduites, que ce droit de *mise au ban* qui s'exerce encore, que l'auto-attribution d'une compétence d'autorité et d'administration exogène, fût-elle bienveillante, aux espaces concernés, que l'approbation des juges statuant de la dignité ou de l'indignité sociale de ses habitants. Cela n'est pas sans importance, mais cela n'est pas tout.

Plus important peut-être, car moins aperçu, est que l'emploi du mot « banlieue » nous autorise précisément à ne pas *nommer* de lieu. On pourrait penser qu'il y a de l'aménité dans cette précaution, une délicatesse qui s'abstient de stigmatiser. Mais que faisons-nous au demeurant? Nous déclarons cet espace indigne d'un nom, d'un signifiant qui le qualifie. Par conséquent, nous lui ôtons le droit de répondre à l'appel, de répondre à ce que nous en disons, nous nous mettons à l'abri d'une réplique. Ne pas nommer, ce n'est pas strictement dévaloriser ou déclasser – l'inqualifié n'est pas le sans qualité – mais c'est proprement refuser la désignation et la localisation. Ce que cette inqualification entraîne

I. Méthodes, situations et acteurs, quelques problématiques actuelles

dans son sillage, ce qu'elle permet, c'est une mutabilité sans fin des espaces concernés. Cette organisation du temporaire oblige la population des banlieues à n'en jamais être les habitants mais éternellement les occupants. Ce procès pouvant résulter d'une absence d'investissement plus que d'une réelle stratégie, je parlerai ici d'aterritorialité plutôt que de déterritorialisation, d'inaffection plutôt que de désaffection. La banlieue est un no man's land occupé, un pays de personne. Ce n'est pas un non-lieu mais un paysage peuplé, un espace occupé sans investissement, qui ne génère pas l'identification réciproque et revendiquée du lieu et de l'être que suppose la notion de territoire.

Les (a)ménageurs en charge de projet de reconversion en banlieue sont souvent soumis et contraints d'affronter une logique à double battant : d'une part, cette inqualification généralisée qui pousse à traiter des zones (ZEP, ZUP, ZUS, ZRU, ZFU, etc.) et non des lieux, qui remplace le parcourable par le délimité et l'observation par l'analyse statistique et tend à l'uniformisation des « remèdes » ; d'autre part, les revendications de « ceux-là » : les sans noms, les occupants, éparpillés et innombrables. Ceux qu'en des temps pré- ou post-démocratiques on a pu appeler peuple¹² et qu'en d'autres bouches on s'est mis à nommer délinquants. Délinquant est, dans la logique des analyses livrées par Foucault dans *Surveiller et Punir*, celui qui manque à l'appel, qui ne répond pas à son nom. Mais comment donc répondre à l'appel lorsqu'on est innommé ? Ces innommés, ils ne cessent pourtant de revendiquer ce que nous appellerons provisoirement leur « appartenance » aux lieux. Nous les disons de la banlieue, eux se disent d'« Alma Gare », des « 4 000 » ou du « Chemin Vert ». Ce fameux « quartier », ce n'est plus alors la part du camembert statistique. Persistance, envers et contre tout, d'une logique de territoire ? Je ne le crois pas. Je n'entends pas ici la revendication d'habiter chez soi. J'entends une réponse à la menace d'être tenu pour inqualifiable. J'entends une résistance à l'incorporation de la délinquance.

Relinquere, delinquere : il s'agit dans les deux cas des conduites de la désaffection. Ce qui change du « territoire

10- Je me permets d'emprunter ici le titre d'un très beau film de Robert Kramer auquel la présente réflexion est largement redevable. *Cités de la plaine*, France, 2000, 110 mn, vidéo numérique couleur, Les films du paradoxe.

11- Trésor de la langue française.

12- *Oi poloi* : les non-nombrés qui précédaient avant la réforme isonomique de Clisthène l'Athénien le *démos* : l'assemblée des hommes libres en tant qu'ils sont nombrés.

en crise » à la banlieue, c'est le préfixe de ce *linquere* qui lie étymologiquement la relique et la délinquance. *Relinquere* : laisser en arrière, en héritage, derrière soi, mais aussi abandonner, laisser du temps, permettre, mais encore négliger, délaissé, laisser de côté, passer sous silence, renoncer à. *Delinquere* : faire défaut, faire faute, manquer¹³. Ce qui disparaît de l'un à l'autre? Le complément d'objet direct. Nous n'entendons plus cet objet car nous n'avons pas d'équivalent au verbe latin. *Relinquere* c'est toujours *relinquere* « quelque chose ». Le délinquant, lui, n'abandonne ni ne laisse rien. C'est un être sans relique. S'il fait défaut, c'est à son nom propre, s'il manque, c'est à lui-même.

Être des « 4 000 » ou du « 9.3 », ce n'est pas revendiquer un territoire, c'est se baptiser, se donner un nom auquel on puisse répondre. Il ne s'agit pas d'abord d'appropriation, mais d'avoir du répondant. Ce qui se joue ici, c'est une mise à nu de la valeur, l'expression d'une vivacité qui ne se capitalise pas et ne s'incarne pas dans des choses. Le quartier, ce n'est pas un territoire, ce sont des gens. Ils ne sont pas de la cité. Ils sont la cité. Nul château, demeure ni vignoble. Nul patrimoine. Ce qui vaut, ce qui compte, ce n'est pas l'immeuble, ni le square, ni le hall avec ou sans interphone. Ici, la seule valeur, c'est eux. Eux seuls en plaine. C'est une valeur à nu sans change possible, à l'abri de la spéculation et des scribes. La cité est ce qu'elle a pu être pour Athènes, pas seulement, ou pas surtout, un lieu, mais d'abord un sujet collectif capable d'une voix. Qu'est-ce alors détruire les « 4 000 »? Comprend-on mieux ces visages hagards lorsqu'il ne s'agit plus seulement de détruire des immeubles insalubres, mais de faire taire un sujet collectif? Car « faire taire », là est bel et bien *aussi* l'enjeu. Faire taire cette voix qui porte en elle une critique radicale de la logique du territoire, critique radicale de la logique bourgeoise qui lie le droit à l'habitat, critique de cette assimilation passée en douce dans la traduction de *polis* en cité. Les cités d'aujourd'hui s'émancipent de la *civilitas* (civilité) latine. Elles revendiquent le droit de l'homme contre celui du citoyen. Cette revendication est conséquente à une époque privée d'assemblée. Il ne s'agit pas du droit d'habiter. Il s'agit du droit de vivre. Droit de l'homme de vivre debout, nu, dans le désert, ici ou là. Droit de vivre sans exister, d'être respecté sans atours et sans façade.

Communautarisme, appropriation, marquage quasi tribal, délinquance, incivilités, banditisme, voire animalité, je pousse le trait mais cette suite sémantique court dans certains esprits. S'il s'agit d'y revenir, c'est pour ne point confondre ce qui relève de l'appropriation et de l'appellation, du communautarisme et de la délinquance. Brûler une voiture, ce n'est pas marquer son territoire. Il ne s'agit pas de nier qu'en banlieue *aussi* le communautarisme est à l'œuvre. Mais pourquoi s'en alarmer si vivement alors que nous tolérons avec une complaisance parfois empreinte de nostalgie l'expression si courante de l'esprit de clocher! Dans ce ton d'alarme, il y a le refus du détail et l'assimilation trop rapide de conduites et de raisons hétérogènes. Le communautarisme oppose un monde à un autre, il opère par reconnaissances et distinctions, et peut investir, voire s'approprier, l'espace

I. Méthodes, situations et acteurs, quelques problématiques actuelles

comme territoire. La délinquance quant à elle stigmatise le manque de monde, l'absence de reconnaissance. La première réagit à l'exclusion, la seconde à l'indifférence.

Délinquant est celui qu'on a refusé de nommer. Voyou est celui qu'on a refusé d'élever. Il ne s'agit pas d'éducation, d'intégration ou de socialisation. Il s'agit de ce geste inaugural par lequel l'Antiquité prenait un enfant dans ses bras pour le lever au-dessus de soi, le reconnaissant comme nouveau venu dans la communauté humaine ou le laissant choir, le livrant à la mort ou à la rue. Il s'agit bien sûr d'une image, mais ce geste de reconnaissance, aussi brutal puisse-t-il être parfois, nous manque. Délinquant ou voyou, ces adjectifs ne qualifient pas des gens. Ils qualifient des relations, signent un manque de reconnaissance, révèlent un abandon distraît qui ne prend pas la mesure de sa violence. Il ne s'agit même pas d'exclusion ou de bannissement, mais d'une indifférence générale du langage, d'une absence de relève par le langage. Car il n'y a pas que les noms qui manquent. Les mots aussi. S'il appartient aux hommes de se donner un nom pour s'appeler entre eux, il leur appartient également d'user des mots pour partager le monde qui les accueille. Les mots ne sont pas des codes. Le code opère dans un réseau de signes qui n'atteint jamais à du signifié. Si la banlieue est surcodée, elle manque de mots. Banlieue, banlieusards, quartiers, cités, barres, grands ensembles : le lexique est excessivement pauvre qui ne désigne que des généralités vagues, jamais des choses ni des lieux dans leurs particularités. Homotopie et homonomie vont de pair. Or un espace sans mots est un espace sans monde. La banlieue est en cela plus proche du milieu animal que de l'environnement mondain. Cette animalité, ce n'est pas celle qui fait lever la patte à chaque coin de rue pour marquer son territoire, ce n'est pas celle de la meute ou du troupeau, ni celle qui nous permet d'abusivement confondre la cruauté humaine sous le nom de bestialité. L'animal, c'est d'abord ontologiquement l'être « pauvre en monde » (*weltarm*)¹⁴. Animal est celui dont l'existence est tenue à l'ouvert, mais à un ouvert sous couvert. Animal est l'être enfermé dehors.

13- Gaffiot.

14- M. Heidegger distingue les différentes classes du vivant par leur mode de relation au monde. Le minéral est ainsi considéré sans monde (*weltlos*), l'animal est pauvre en monde (*weltarm*) et l'homme est formateur de monde (*weltbildend*). Distinctions rapportées par G. Agamben, *L'ouvert, de l'homme et de l'animal*, Rivage poche, Paris, 2006, p. 81.

« Le statut ontologique du milieu animal peut être ainsi défini: il est *offen* (ouvert), mais non *offenbar* (dévoilé, littéralement ouvrable). L'étant pour l'animal, est ouvert mais non accessible; il est, autrement dit, ouvert dans une inaccessibilité et une opacité. » « L'étant n'est pas révélé (*offenbar*), n'est pas ouvert, mais à cause de cela il n'est pas non plus fermé. [...] l'animal en tant que tel ne se trouve pas dans une révélabilité de l'étant. Ni ce qu'on appelle son milieu ambiant ni lui-même ne sont révélés en tant qu'étants. »

Martin Heidegger¹⁵

Inestimée, investie, inhabitée et innommée, la banlieue a cela d'animal qu'elle est un espace pauvre en monde, en mondain. Contre bien des définitions du terme qui en font un produit de la culture, cet espace pauvre en monde est ce que j'entends par paysage. Il nous revient, il nous échoit, toujours, de découvrir le potentiel critique de la pauvreté pour ne pas le confondre avec notre misère.

On croira que je m'éloigne à des milles du propos. Pourtant, la question ne me quitte pas. Reconvertir une banlieue? Ma réponse sera certes conceptuelle. Elle indique pourtant des raisons d'agir, des conduites à tenir, des écueils à éviter. Reconvertir une banlieue, ça ne sera donc pas s'appliquer à l'inventer comme territoire. Ça ne sera pas faire croire aux occupants qu'ils peuvent faire de leur domicile le support d'expression publique de leur singularité. Ça ne sera pas non plus emprunter la voie de cette esthétique stérile – notamment photographique – qui a proprement *déserté* la banlieue, totémisant des objets sans valeur, ôtant la vie à ces lieux qui ne sont pourtant *que* des lieux de vie. Qu'est-ce alors mener ici un projet de reconversion? Ce serait d'abord percer en son esprit le grand sac du mot « banlieue » et son lest sociologique. Ce serait refuser de travailler *sur* une zone pour travailler *en* un lieu. Ce serait regarder de près, ignorer les façades, rentrer. Ce serait s'imprégner de la richesse de toute cette vie hétéroclite logée au cœur d'espaces homogénéisés, qui défie les expressions hétéroclites cachant des vies standardisées. Ce serait refuser de socialiser ce qui ne tend qu'à s'émanciper. Ce serait percer l'étal de cet *offen* par des ouvertures, afin d'offrir existence à l'ouvert, afin de le rendre accessible, dévoilé à lui-même. En un mot, ce serait s'appliquer à découvrir la banlieue comme paysage.

« Ce serait ». J'adopte et assume la position théorique de celle qui n'a pas à faire. C'est un premier pas, nécessaire. Car à la vérité, nous ne savons pas encore faire. Rien ne nous a préparés jusqu'ici à intervenir dans ces espaces sans identité, je dirais volontiers sans architecture. Non pas l'architecture qui nous munit d'un toit, mais celle qui fait précéder l'espace par l'idée, celle qui nous pousse à considérer l'espace fait de main d'homme comme l'expression ou l'incarnation de pensées et de valeurs. C'est pourquoi ici les paysagistes ont peut-être du travail. Mais pas avant tout du travail à faire. Car ce n'est pas le paysage qui travaille la banlieue, mais la banlieue qui travaille le paysage. Ici, le paysage

I. Méthodes, situations et acteurs, quelques problématiques actuelles

ne manque pas. Il gorge l'espace sans être reconnu. La banlieue est paysage parce qu'elle est *en propre* cette puissance critique qui nous met en regard du territoire et de son joug qui domine l'espace, de son poids qui encombre notre vivacité et nous prive de nos moyens d'être à l'époque.

Nous percevons des cris alors que ce sont des noms. Nous croyons cet appel désarticulé alors qu'il est peut-être déjà bien plus articulé qu'il n'est audible. Nous savons ce qu'il en coûte de ne pas entendre le nom des peuples. Ne faisons pas des « banlieusards » nos « Indiens ». Entendons les noms, rappelons-nous des noms, et au prochain appel quelqu'un pourra répondre. Alors vaccinés des doctrines, nous ne parlerons plus de reconversion mais de changement et de nouveauté. La banlieue est cette enfance¹⁶ qui peut nous en apprendre sur notre maturité si nous acceptons d'entendre. Sans plus de référence à la nature, elle nous propose le paysage comme un contexte de notre condition moderne. Nous, de plus en plus nombreux, sans territoire.

15- Heidegger (M.), *Gesamtausgabe*, XXIX-XXX: *Die Grundbegriffe der Metaphysik. Welt – Endlichkeit – Einsamkeit*, Klostermann, Frankfurt a. M., 1983. Cité par G. Agamben, *op. cit.*, p. 86 à 88.

16- *Infancia* : état de l'être qui n'a pas la parole.

Sous les terrils, la plaine (paysages à découvert)

Sabine Ehrmann

Paysage, territoire, reconversion, nous envisageons la résonance de ces trois termes dans l'économie psychique du sujet, que celui-ci soit entendu comme individuel ou collectif. Pour cette économie, paysage et territoire recouvrent des modes de constitutions subjectives distinctes qui s'expriment dans des manières hétérogènes de /prendre place/ /dans/ et de /faire face à /l'espace. Trois contextes de reconversion sont ici abordés : reconversion au sein des territoires, reconversion des espaces déclassés et reconversion des espaces « inqualifiés ». Chacun de ces contextes nous invite à considérer les enjeux tant individuels que sociaux et les moyens actuels d'un travail psychique et politique dont les modèles opératoires sont successivement ceux de la traduction, du deuil et de l'écoute.

Du détail à l'image

Paola Scala

En 1964 a été présentée une thèse sous le titre d'*Introduction aux problèmes d'urbanisme de la région napolitaine*. Ce travail a été par la suite publié en un volume intitulé *Le plan de la cité de Naples* ainsi que dans les numéros 85-86 de la revue *Edilizia Moderna* en 1966. Bisogni et Renna y ont dressé le portrait de la ville de Naples à travers les signes de son architecture. Suivant un processus qui proposait une interprétation de la région dépassant l'analyse urbaine, ils ont construit un paysage architectural. Cette étude peut servir de base à une autre manière de regarder le paysage. L'article se donne pour but d'examiner les potentialités d'une méthode qui cherche, par de nouvelles techniques et outils de représentation et de savoir en matière de territoire, à dépasser la rigueur et les limites d'une idéologie académique. La sphère d'étude s'étend à la côte napolitaine selon une interprétation portée sur la construction de paysages possibles, dans lesquels les signes du passé deviennent ceux d'un futur possible.

Under the coal tips, the plain (open landscapes)

Sabine Ehrmann

The three terms, landscape / spatial planning /and redevelopment, have a specific resonance in the psychic economy of the subject, whether it is individual or collective. In this sector, landscape and spatial planning cover distinct subjective methods of development that are expressed in the heterogeneous ways of occupying and dealing with the space. Here, we focus on three redevelopment contexts: redevelopment within a given area, redevelopment of downgraded spaces, and regeneration of “ungraded” spaces. Each of these contexts invites us to consider the issues, whether individual or social, and the contemporary means available for a psychic and political process whose operational models are successively translation, bereavement and listening.

From a detail to the big picture

Paola Scala

In 1964, a thesis was presented entitled: “Introduzione ai problemi del disegno urbano dell’area napoletana.” The work was subsequently published in a volume entitled “Il disegno della città, Napoli” and in the review “Edilizia Moderna” n° 85-86 in 1966. Bisogni and Renna portrayed the city of Naples through the signs of the architecture. They built the architectural landscape via a process which proposed an interpretation of the area, going beyond the urban analysis. The 1964 study can be used as the basis for a different way of looking at the landscape. This paper aims to explore the potentialities of a method that finds, in new techniques and tools of territorial representation and knowledge, how to go beyond the rigour and the limits of academic ideology. The testing ambit is the Neapolitan Coast, an interpretation aimed at constructing potential landscapes, in which the signs of the past become the signs of a possible future.

Philippe BÉRINGUIER

Maître de conférences en Géographie, à l'Université de Toulouse le-Mirail. Il participe aux activités de recherche du Laboratoire Géode, UMR 5602 CNRS sur le thème du paysage en relation avec l'aménagement et le développement territorial.

Magali BERTRAND

Elle poursuit une thèse de doctorat en Géographie-Aménagement, à l'UMR 5602 CNRS Géode de l'Université de Toulouse le-Mirail. Ses travaux de recherche portent sur les relations entre paysage et identité territoriale dans le pays du Vic-Bilh (Pyrénées-Atlantiques).

Martine BOUCHIER

Architecte, professeur des écoles d'architecture, chercheur au CRH – LOUEST (UMR CNRS 7145) – ENSA Paris-Val de Seine. Directrice de la collection d'essais « Crossborders » aux éditions Archibooks.

Sylvie BROSSEAU

Après des études d'architecture (DPLG) et d'urbanisme à Paris, Sylvie Brosseau est arrivée au Japon en 1988. Elle étudie dans une perspective historique les relations entre l'espace urbain et la nature à Tokyo. Actuellement, elle est professeur à l'Université Waseda à Tokyo.

Jennifer BUYCK

Architecte INSA et chef de projet aux ateliers Alfred Peter paysagiste. Actuellement doctorante auprès des laboratoires du CEAC de Lille 3 et du LACTH de l'École nationale d'architecture et de paysage de Lille. La thèse bénéficie d'une convention CIFRE.

Denis DELBAERE

Paysagiste DPLG (1993), exerce la maîtrise d'œuvre dans la région Nord. Docteur de l'EHESS (2004), il développe au sein du LACTH une activité de recherche critique autour des dimensions discursives du projet de paysage. Enseignant titulaire à l'ENSAP de Lille depuis 2008.

Pierre DÉRIOZ

MCF en Géographie, à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse. Rattaché à l'UMR 5194 CNRS Pacte - territoires, ses recherches concernent les dynamiques paysagères dans les arrière-pays méditerranéens et les espaces périurbains, les méthodes d'analyse du paysage et sa mobilisation en tant qu'outil pour la gestion territoriale.

Sabine EHRMANN

Photographe. Docteur en Esthétique, elle est maître assistant à l'ENSAP de Lille. Elle mène des recherches critiques consacrées principalement à la photographie et au paysage.

Isabelle ESTIENNE

Architecte DPLG, membre du Laboratoire d'Architecture Conception, Territoire Histoire (LACTH) de l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Lille. Chargée de cours à l'ENSAP Lille en formation paysage et en formation architecture.

Catherine GROUT

HDR en esthétique, professeur à l'ENSAP de Lille ; ses recherches portent sur l'art, l'espace public et le paysage (comme notions et comme expériences), membre fondateur du Groupe de recherche franco-japonais sur le paysage de l'espace urbain à l'université de Tokyo, membre du réseau Japarchie (Asie - IMASIE, CNRS, Institut des Mondes asiatiques), ancienne résidente à la villa Kujoyama.

Serge KOVAL

Architecte DPLG, sociologue, urbaniste satg, enseignant à l'ENSAP Lille. Participe à la création de la formation de paysagiste dplg en 2004 à Lille. Activité de recherche centrée sur les Territoires de tradition industrielle, la relation entre art et paysage, l'anthropologie de la décision appliquée à la commande publique en architecture.